

DATA **Essentiel** LAB



Bilan énergétique de la France en 2024 - Données définitives

JANVIER 2026

En 2024, la production d'énergie primaire de la France progresse de 10,2 %, sous l'effet de la reprise de la production nucléaire et de conditions favorables à l'hydroélectricité, et s'établit à 1 572 TWh. La consommation primaire d'énergie progressant peu (2 577 TWh), le solde des échanges physiques diminue de 10 % sur un an. La consommation finale à usage énergétique se stabilise à 1 499 TWh, interrompant la dynamique de baisse régulière observée depuis 2021. Les évolutions sectorielles sont cependant hétérogènes : à climat corrigé, la consommation poursuit sa baisse dans l'industrie (- 1,3 %), se stabilise dans les transports, mais progresse dans le résidentiel (+ 1,0 %) et le tertiaire (+ 2,0 %). La détente des prix de l'énergie se poursuit sur les marchés de gros et les prix aux consommateurs finaux diminuent dans l'ensemble des secteurs hormis le résidentiel. Au total, les ménages, entreprises et administrations ont dépensé 219 milliards d'euros (Md€) pour leur consommation d'énergie, soit près de 6 % de moins qu'en 2023. La dépense moyenne des ménages en énergie (3 744 € en 2024) est en revanche en hausse de 3 % par rapport à 2023, portée par la dépense en énergie pour le logement qui progresse de 12 % sous l'effet des hausses de prix de l'énergie résidentielle.

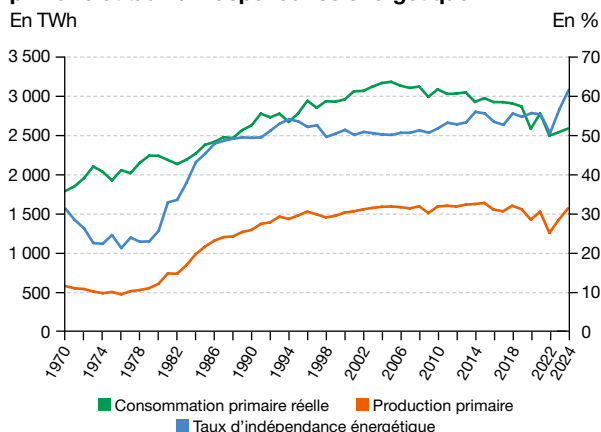
LA PRODUCTION PRIMAIRE D'ÉNERGIE POURSUIT SON REBOND

Après une baisse importante en 2022, liée à la moindre disponibilité des réacteurs nucléaires, suivie d'un rebond en 2023, la production primaire poursuit sa hausse en 2024. Elle progresse de 10,2 %, à 1 572 TWh (graphique 1), et dépasse son niveau de 2021 (1 529 TWh). Cette croissance de la production primaire résulte avant tout de celle de la chaleur nucléaire, qui augmente de 12,5 %, à 1 153 TWh. Les arrêts pour traiter le phénomène non prévu de corrosion sous contrainte identifié fin 2021 sur certains réacteurs ont été raccourcis en 2024 grâce aux retours d'expérience. La moindre durée et la moindre intensité des épisodes de fortes chaleurs estivales ont également moins limité le fonctionnement des centrales qu'en 2022 et 2023. La disponibilité du parc s'est ainsi nettement améliorée par rapport aux années précédentes.

La production primaire d'énergies renouvelables électriques s'établit à 144 TWh. Elle progresse encore nettement en 2024 (+ 10,4 %), après une forte hausse en 2023 (+ 24,9 %), du fait de la croissance des capacités installées ainsi que de conditions météorologiques particulièrement favorables à l'hydroélectricité. La production d'électricité hydraulique s'accroît ainsi de 27,2 % et atteint 71 TWh, son niveau le plus haut des dix dernières années. La production de la filière photovoltaïque progresse également (+ 10,1 % sur un an, à 25 TWh), malgré un ensoleillement moins généreux que les années précédentes, grâce à l'augmentation des capacités installées (+ 27 %). À l'inverse, la production éolienne se replie (- 7,7 %, à 47 TWh) en dépit de la croissance de la puissance du parc (+ 5 % en 2024). Les conditions de vent avaient en effet été exceptionnelles en 2023.

La production primaire d'énergies renouvelables (EnR) thermiques et issues de la valorisation des déchets progresse légèrement (+ 1,6 %) et s'établit à 265 TWh en 2024. La production de biomasse solide, qui représente près de la

Graphique 1 : consommation primaire, production primaire et taux d'indépendance énergétique



Note : la production et la consommation primaires se lisent sur l'échelle de gauche, le taux d'indépendance énergétique (rapport des deux grandeurs précédentes) sur l'échelle de droite.
Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine. À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DOM.
Source : SDES

moitié de cette consommation, diminue de 2,3 %, à 121 TWh. La production de chaleur issue des pompes à chaleur continue de progresser (+ 4,2 %, à 52 TWh) mais est moins dynamique qu'en 2023 en raison de la chute des ventes d'équipement (- 19 %) et de températures hivernales plus douces, réduisant le besoin de chauffage. La production de biogaz demeure très allante (+ 13,2 %, à 25 TWh). À l'inverse, la production primaire de biocarburants continue de reculer (- 1,2 %, à 22 TWh).

LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE PRIMAIRE S'ACCROÎT LÉGÈREMENT

La consommation primaire réelle, ou demande intérieure d'énergie, s'établit à 2 577 TWh en 2024. Elle augmente peu par rapport à 2023 (+ 1,8 %) malgré la progression du nucléaire et des pertes de chaleur induites.

La hausse de la consommation primaire en 2024 étant nettement plus faible que celle de la production primaire, le taux d'indépendance énergétique, ratio de ces deux grandeurs, progresse de 4,6 points, pour s'établir à 61 %, soit son niveau le plus haut depuis 1970.

Le déficit des échanges physiques d'énergie, à 1 059 TWh, diminue ainsi de 10 % par rapport à 2023, et de 21 % par rapport à 2022, pic de la crise énergétique.

Dans un contexte de hausse de la production électrique, les exportations nettes d'électricité progressent de 78 % en 2024 et s'établissent à 90 TWh, soit le niveau le plus haut depuis 2011.

Les entrées nettes de gaz naturel sur le territoire se replient nettement pour la deuxième année consécutive (- 15 %, après - 20 % en 2023) et s'établissent à 289 TWh (321 TWh en pouvoir calorifique supérieur). Le niveau élevé des stocks en début d'année 2024 et le prix élevé du gaz naturel sur les marchés européens au second semestre ont incité les opérateurs à privilégier le prélèvement dans les stocks par rapport aux importations.

Le gaz naturel liquéfié (GNL) représente, comme en 2022 et 2023, près de 60 % des importations (contre 35 % en 2021). Le gaz importé en France provient d'abord de Norvège (40 % des importations) puis des États-Unis (21 %) et de Russie (18 %).

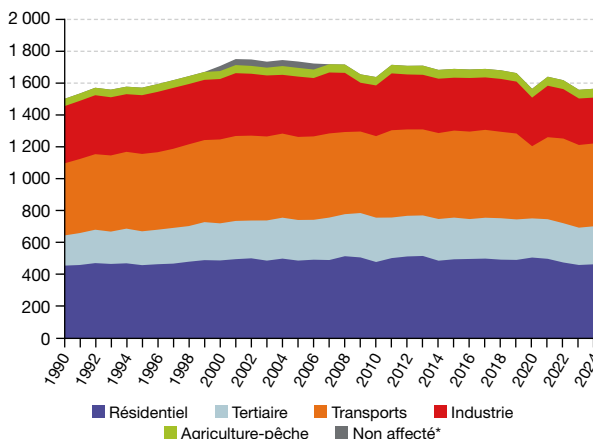
Les achats nets de pétrole brut diminuent de 2,0 % en 2024, à 529 TWh. La baisse des importations nettes de produits raffinés est plus marquée (- 3,5 %, à 262 TWh).

LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE FINALE SE STABILISE

La consommation finale – qui correspond à la consommation primaire diminuée des pertes de transformation, de transport, de distribution et des usages internes de la branche énergie – est stable en 2024, à 1 623 TWh. Une petite part de cette consommation (124 TWh) concerne des usages non énergétiques, majoritairement concentrés dans la pétrochimie.

La consommation finale à usage énergétique se stabilise elle aussi, à 1 499 TWh (- 0,1 %, après deux années de baisse sensible (- 3,8 % en 2023, après - 4,8 % en 2022). Toutefois, en corrigeant des effets d'un climat légèrement plus doux en 2024, elle est en faible hausse, de 0,4 % (graphique 2).

Graphique 2 : consommation finale à usage énergétique (corrigée des variations climatiques) par secteur ou usage
En TWh



* La ventilation de la chaleur vendue entre secteurs consommateurs n'est pas disponible entre 2000 et 2006.

Champ : jusqu'à l'année 2010 incluse, le périmètre géographique est la France métropolitaine. À partir de 2011, il inclut en outre les cinq DROM.

Source : SDES

LA BAISSSE DE CONSOMMATION FINALE DANS LE TRANSPORT MARQUE LE PAS

La consommation finale énergétique des transports est quasi stable en 2024 (+ 0,2 %), à 515 TWh, interrompant une période de baisse régulière (hors crise sanitaire) entamée en 2017. Par rapport à 2012, année de référence des objectifs de la programmation pluriannuelle de l'énergie, la consommation énergétique des transports a diminué de 4,1 % et, par rapport au pic de 2017, de 5,7 %.

Cette stabilité de la consommation des transports s'explique par une moindre baisse de la consommation de gazole routier par rapport à l'année précédente alors que celle d'essence continue de progresser. Le gazole, qui représente 61 % de la consommation d'énergie des transports, voit ainsi sa consommation diminuer de 3,2 % en 2024, après une baisse de 6,0 % en 2023. À l'inverse, la consommation d'essence reste très dynamique : + 8,2 % sur un an, + 53,2 % sur dix ans. Elle représente dorénavant près du quart de la consommation énergétique du secteur. La consommation d'électricité des véhicules électriques, bien qu'encore marginale (3,2 TW, soit moins de 1 % de la consommation d'énergie des transports), s'accroît de 42,5 % en 2024, après + 47,4 % en 2023. Depuis 2019, elle a été multipliée par près de 10.

À CLIMAT CORRIGÉ, LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE PROGRESSE DANS LE RÉSIDENTIEL ET LE TERTIAIRE

Si la consommation d'énergie finale du résidentiel est stable à climat réel (- 0,1 % entre 2023 et 2024, à 426 TWh), elle progresse de 1,0 % à climat corrigé, les températures hivernales ayant été un peu plus douces en 2024. Cette hausse interrompt la diminution régulière de la consommation du secteur depuis 2020 (- 2,1 % par an en moyenne), malgré des prix de l'énergie toujours orientés à la hausse.

Tableau 1 : prix de la consommation finale par secteur
En €/MWh

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Industrie (hors charbon hauts-fourneaux)	46	43	55	85	99	78
Transports	131	116	133	168	167	160
Résidentiel	103	106	106	123	137	154
Tertiaire	87	88	91	116	175	148
Agriculture-pêche	74	62	74	103	110	100
Consommation finale énergétique (hors charbon hauts-fourneaux)	98	92	101	129	145	139
Consommation finale non énergétique	49	41	62	97	74	75
Consommation finale (hors charbon hauts-fourneaux)	93	88	98	127	139	134

Note : dans ce tableau, le prix est calculé en rapportant la dépense en énergie du secteur à sa consommation énergétique. Pour le résidentiel, la consommation inclut le solaire thermique et la chaleur des pompes à chaleur alors qu'aucune dépense n'est associée à cette consommation.
Source : SDES

L'électricité, qui représente plus du tiers de l'énergie du résidentiel, voit sa consommation à climat corrigé progresser de 0,7 %. La consommation d'énergies renouvelables thermiques et déchets (29 % de la consommation du résidentiel) progresse également (+ 1,6 %). Si la consommation de bois est en léger recul, c'est surtout la dynamique des pompes à chaleur qui explique cette évolution. La consommation de chaleur issue des pompes à chaleur progresse de 5,2 % en 2024 et représente maintenant 11 % de la consommation du résidentiel. La consommation de gaz (un quart de l'énergie du résidentiel) est, quant à elle, quasi stable à climat constant (+ 0,2 %).

Dans le tertiaire, dans un contexte de baisse des prix de l'énergie du secteur, la consommation d'énergie progresse aussi bien à climat réel (+ 1,1 %) qu'à climat corrigé (+ 2,0 %) et s'établit à 225 TWh en 2024. Celle d'électricité, première énergie du secteur avec plus de 50 % de la consommation, s'accroît de 1,3 % à climat corrigé. Celle de gaz (un quart de la consommation du tertiaire) diminue légèrement à climat réel, mais progresse de 0,8 % après correction du climat. La consommation de produits pétroliers, qui représente 8 % de la consommation, augmente de 2,0 %. Celle d'énergies renouvelables et déchets atteint 6 % de la consommation du secteur.

LA BAISSÉ DE LA CONSOMMATION D'ÉNERGIE SE POURSUIT DANS L'INDUSTRIE

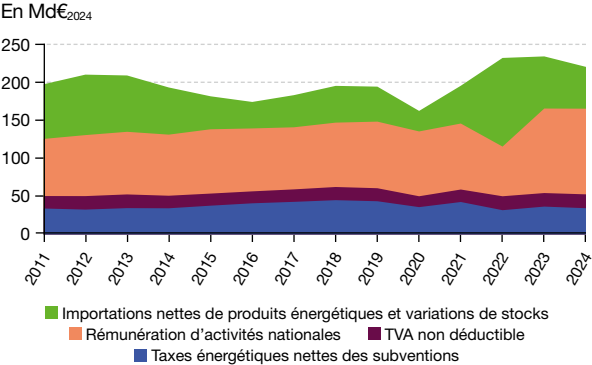
L'industrie est le seul secteur dont la consommation énergétique finale diminue en 2024, malgré la baisse des prix. Elle s'établit à 279 TWh, soit une baisse de 1,6 % à climat réel et 1,3 % à climat corrigé. Sur dix ans, elle recule de 16 %. Le gaz, qui représente 36 % de la consommation de l'industrie, voit sa consommation progresser de 3,6 % à climat corrigé, tirée par les secteurs de la chimie et de l'agroalimentaire. À l'inverse, la consommation d'électricité, qui représente aussi 36 % du total, décroît de 1,5 %, celle des produits pétroliers (10 % de la consommation) de 9,1 %, sous l'effet de la baisse du secteur des produits minéraux non métalliques. La consommation de chaleur (6 % de la consommation industrielle) diminue aussi nettement (- 8,6 %), alors que la consommation d'EnR thermiques et déchets (9 % de la consommation industrielle), qui progresse de manière régulière depuis dix ans, est quasi stable en 2024.

LES PRIX DE L'ÉNERGIE DIMINUENT DANS TOUS LES SECTEURS MAIS PROGRESSENT DANS LE RÉSIDENTIEL

Après l'envolée de 2022 liée aux tensions internationales et à la moindre disponibilité du parc nucléaire français, les prix de l'énergie sur les marchés poursuivent leur reflux entamé en 2023. Le prix moyen du gaz sur le marché français (PEG) diminue ainsi de 13 % en 2024, pour s'établir à 34 €/MWh. Les prix de gros de l'électricité décroissent encore plus nettement : le prix spot de l'électricité livrable en France atteint 57,7 €/MWh en moyenne en 2024, en baisse de 41 % par rapport à 2023. Sur les marchés pétroliers, la baisse est de moindre ampleur : exprimé en euros, le prix du baril de Brent diminue de 2,5 %, à 74 € en moyenne annuelle.

Ces baisses sur les marchés se répercutent en partie sur les prix aux consommateurs finaux qui diminuent en moyenne de 3,8 % (tableau 1). Tous les secteurs voient leurs prix diminuer, sauf le résidentiel, principalement en raison d'un retour à la fiscalité pré-crise, avec la fin progressive du bouclier tarifaire sur l'électricité qui conduit au retour du tarif normal d'accise sur l'électricité et la hausse des taxes sur le gaz. Les prix de l'énergie dans le secteur résidentiel progressent ainsi de près de 13 % sur un an, alors qu'ils diminuent de 15 % sur un an dans le tertiaire et de 21 % dans l'industrie en raison de la détente des prix de gros.

Graphique 3 : décomposition de la dépense nationale en énergie



Source : SDES

LES CONSOMMATEURS FINAUX D'ÉNERGIE ONT DÉPENSÉ 219 Md€ EN 2024

Au total, les ménages, entreprises et administrations ont dépensé 219 Md€ en 2024 pour satisfaire leurs besoins en énergie (graphique 3).

Au sein de cette dépense, le coût des importations nettes et des variations de stocks de produits énergétiques représente 55 Md€, les taxes énergétiques (nettes des subventions aux EnR et des remises carburant) 34 Md€ et la TVA non déductible 18 Md€. Le solde, soit 112 Md€, correspond à la rémunération d'activités réalisées sur le territoire national, principalement la production d'électricité et d'EnR, la gestion des réseaux de gaz et d'électricité, la distribution des carburants et le raffinage de pétrole.

Avec la détente des prix, la dépense nationale décroît de 5,9 % par rapport à 2023 mais se maintient à un niveau élevé (+ 12,7 % en euros constants par rapport à 2021). Dans un contexte de baisse des prix des énergies sur les marchés de gros, le coût des échanges extérieurs diminue nettement pour la deuxième année consécutive : - 20 % sur un an, après - 41 % en 2023. Alors qu'au plus fort de la crise énergétique en 2022 ce poste représentait la moitié de la dépense nationale, il n'en représente plus qu'un quart. Le montant des taxes énergétiques (nettes des subventions) diminue de 5,6 %, la forte hausse des taxes (augmentation des taxes sur le gaz et fin du bouclier tarifaire sur l'électricité) étant compensée par le retour des subventions pour la production d'EnR. Enfin, la TVA non déductible progresse légèrement (+ 1,9 %) avec la hausse des prix de l'énergie pour les ménages.

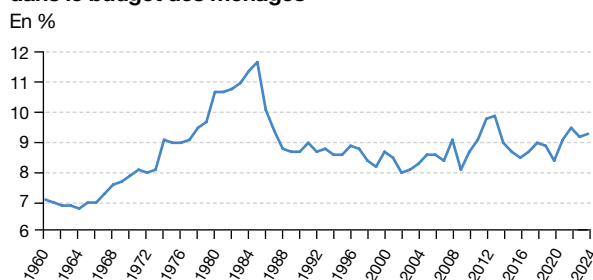
Par secteur, les évolutions de la dépense en énergie sont hétérogènes : en euros constants, celle-ci baisse ainsi fortement dans l'industrie (- 24 %) et le tertiaire (- 16 %) en raison de la baisse des prix pour ces secteurs. À l'inverse, la dépense en énergie du résidentiel progresse de 10 % sur un an.

LA FACTURE ÉNERGÉTIQUE MOYENNE DES MÉNAGES S'ÉTABLIT À 3 744 € EN 2024

En 2024, les prix de l'énergie continuent de progresser pour les ménages : + 4,7 % sur un an, après une hausse de 6,4 % en 2023 et de 20,3 % en 2022. Cette augmentation résulte avant tout de celle des prix des énergies du logement, qui progressent de 12,7 %, à structure de dépense constante, dans un contexte de hausse des prix du gaz et de l'électricité dans le résidentiel. Le prix des carburants diminue, quant à lui, de 4,8 % sur un an.

La facture moyenne d'énergie des ménages s'élève à 3 744 € en 2024, dont 2 071 € pour l'énergie du logement et 1 673 € pour les carburants. Elle augmente globalement de 3 % par rapport à 2023 en euros courants. La dépense en carburant diminue de 5 % sur un an sous l'effet des baisses de prix de carburant. À l'inverse, la facture moyenne

Graphique 4 : part de la dépense énergétique dans le budget des ménages



Note : le budget des ménages est calculé comme les dépenses des ménages au sens de la Comptabilité nationale, hors loyers imputés et services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim).

Sources : Insee ; SDES

liée au logement progresse de 12 % en raison de la hausse des prix de l'énergie résidentielle. L'énergie représente 9,3 % du budget des ménages en 2024 (graphique 4). Cette part augmente de 0,1 point par rapport à 2023. Elle reste sensiblement inférieure au pic de 11,7 % atteint en 1985.

MÉTHODOLOGIE

Cette publication présente les principaux résultats définitifs du bilan énergétique physique et monétaire de la France en 2024, actualisant et complétant le bilan provisoire paru dans la même collection en avril 2025. Le champ géographique couvre la métropole et les cinq départements ou régions d'outre-mer. La méthodologie du bilan physique suit les recommandations d'Eurostat et de l'Agence internationale de l'énergie. Le bilan monétaire est construit en cohérence avec le bilan physique, à l'exception des hauts-fourneaux (considérés comme faisant partie de la branche énergie dans le bilan physique mais de l'industrie dans le bilan monétaire). Une publication plus détaillée paraîtra courant 2026. L'ensemble des séries du bilan est toutefois déjà disponible conjointement à cette publication sur le site internet du SDES.

POUR EN SAVOIR PLUS

- [Prix de l'électricité en France et dans l'Union européenne en 2024](#), Datalab Essentiel, juillet 2025
- [Prix du gaz naturel en France et dans l'Union européenne en 2024](#), Datalab Essentiel, juillet 2025
- [Les prix des produits pétroliers en 2024 : malgré un recul, le niveau des prix reste élevé](#), Datalab Essentiel, juillet 2025
- [Chiffres clés des énergies renouvelables - Édition 2025](#), Datalab, septembre 2025

Sous-direction des statistiques de l'énergie, SDES

Dépôt légal : janvier 2026
ISSN : 2557-8510 (en ligne)

Directrice de publication : Béatrice Sédillot
Coordination éditoriale : Amélie Glorieux-Freminet
Maquettage et réalisation : Agence Efil, Tours

Commissariat général au développement durable

Service des données et études statistiques
Sous-direction des statistiques de l'énergie
Tour Séquoia - 92055 La Défense cedex

Courriel : diffusion.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr

www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr